

Bulletin d'histoire politique

La droite conservatrice, le nationalisme québécois et le lien social

Christian Nadeau



Volume 21, numéro 1, automne 2012

La droite québécoise hier et aujourd'hui

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1011707ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1011707ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Nadeau, C. (2012). La droite conservatrice, le nationalisme québécois et le lien social. *Bulletin d'histoire politique*, 21(1), 199–206.
<https://doi.org/10.7202/1011707ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2012

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La droite conservatrice, le nationalisme québécois et le lien social

CHRISTIAN NADEAU
Université de Montréal

Écrire un texte sur le conservatisme au Québec dans une revue d'histoire n'est pas chose facile pour un philosophe. Mon travail est celui de la philosophie normative, ou de la réflexion sur les choix politiques et moraux qui s'offrent à nous. Afin de donner suite à la publication de mon livre sur Stephen Harper¹, qui est pour l'essentiel une critique de la politique des conservateurs depuis leur première élection en 2006, je souhaite maintenant me pencher sur le phénomène du conservatisme québécois. À la rigueur, je crois maintenant connaître un peu mieux le mouvement conservateur canadien, mais le conservatisme québécois m'a toujours paru très différent. Dans ce qui suit, je présente sans ordre particulier, un peu comme dans une discussion à bâtons rompus, quelques pistes en vue d'une réflexion que j'espère développer de manière plus rigoureuse un jour prochain, sur ce que fut la pensée conservatrice au Québec et peut-être continue de l'être. Plus précisément, je voudrais m'interroger sur les possibilités d'un rapprochement entre deux mouvements conservateurs distincts et pourtant proches à plusieurs égards, le conservatisme québécois et le conservatisme canadien.

La spécificité du conservatisme québécois

Dans un ouvrage récent², Frédéric Boily a bien montré comment il serait difficile de vouloir réduire les différentes conceptions du conservatisme à quelques idées générales. Comment en effet associer des penseurs aussi étrangers les uns aux autres que Lionel Groulx ou Fernand Dumont? Suite à la lecture de l'ouvrage de Boily, dont je m'inspirerai beaucoup ici, il me semble toutefois que nous pouvons maintenant identifier une certaine spécificité du conservatisme québécois. Quelle est-elle? Mon intuition, que je ne pourrai évidemment pas étoffer ici, est que cette spécificité tient

en son ancrage historique. Le conservatisme québécois est très difficile à séparer du nationalisme, même s'il existe et continue d'exister une tradition conservatrice profondément québécoise, mais attachée à l'idée d'un Canada uni. Il reste que le conservatisme a toujours été un acteur très présent de la scène politique et intellectuelle au Québec; on peut parler des créditistes et des unionistes, mais aussi de la frange conservatrice présente dès la création du Parti québécois, jusqu'à l'Action démocratique. Si le visage du conservatisme québécois me semble un peu flou aujourd'hui, il y a fort à parier que le grand écueil de Stephen Harper au Québec pour les prochaines années est moins de contrer la gauche que de réunir la droite sous une même bannière fédéraliste. À l'encontre de ce qu'on entend souvent, je ne crois pas que les conservateurs de Harper continueront d'ignorer le Québec – comme ils l'ont visiblement fait lors des dernières élections de 2011 – en se concentrant sur l'Ontario et les provinces de l'ouest. À mon avis, il suffirait que les conservateurs fassent plusieurs concessions symboliques et surtout, quelques promesses constitutionnelles, pour que le conservatisme en général et le Parti conservateur en particulier aient un très bel avenir devant eux, à moins qu'une mobilisation populaire sans précédent empêche une telle chose, ce dont je ne pourrai pas parler ici. Une première chose que peut faire la gauche est de tenter de comprendre comment le conservatisme pourrait devenir au Québec un mouvement de fond aussi puissant qu'il l'est par exemple en Alberta.

Mon idée est qu'il existe un conservatisme nationaliste au Québec avec lesquels les conservateurs de Harper auront tout intérêt à collaborer. Ces deux conservatismes présentent une vision du lien social qu'ils opposent à celle de la gauche dont ils dénoncent le caractère désincarné. J'y reviendrai plus loin. Je ne crois pas qu'une réelle concertation sera possible entre conservateurs nationalistes québécois et les conservateurs des provinces de l'Ouest, mais je pense qu'ils profiteront mutuellement de leurs succès politiques, et ce même si le nationalisme était au cœur du conservatisme québécois. Les dernières élections fédérales de 2011 ont permis l'élection de nombreux députés du Nouveau parti démocratique, associé à la gauche, mais on ne pourrait pas en déduire pour autant que le Québec dans son ensemble est passé à gauche. C'est la raison pour laquelle il importe aujourd'hui pour la gauche de comprendre la dimension historique du conservatisme québécois, au lieu de le traiter comme un simple phénomène de mode ou comme une tendance électorale.

Les droites et le conservatisme

Tout d'abord, il s'agit de bien distinguer les catégories. Le conservatisme est généralement associé à la droite³. Bien entendu, certains groupes actuels se qualifient eux-mêmes à droite sans qu'il soit vraiment possible

de les associer au conservatisme standard (je pense au Réseau Liberté Québec par exemple, ou aux protagonistes du libéralisme au Québec, comme l'Institut économique de Montréal). Pour être plus précis, je parlerai de droite conservatrice pour désigner une droite qui serait largement inspirée des idées et des principes du conservatisme, pour la distinguer d'une droite qui se veut neutre au sujet des valeurs défendues par le conservatisme, et qui serait essentiellement préoccupée par les considérations économiques ou par les questions de liberté individuelle. Ces deux mouvements de droite ont toutefois de bonnes raisons de rechercher des alliances profondes, même si leurs vues s'opposent parfois radicalement, par exemple au sujet du rôle de l'État, ou encore au sujet de la question nationale. Malgré tout, nous avons de bonnes raisons de croire en une recrudescence du nationalisme au sein de la droite québécoise, laquelle sera pressée de s'engager dans cette voie par sa frange conservatrice.

On le sait, la droite ou le centre droit au Québec, pensons au Parti libéral du Québec par exemple, n'ont jamais été tout à fait des champions de la cause nationaliste. Mais il ne serait pas étonnant que se forme peu à peu une tendance lourde au sein de la droite en faveur de la souveraineté du Québec, à l'instar des Joseph Facal, Lucien Bouchard et autres « lucides » souverainistes. Comme chacun sait, cette tendance existe déjà bel et bien, mais elle est encore relativement marginale. Il y a toutefois de bonnes raisons de croire qu'elle s'affirmera de plus en plus, surtout si la gauche n'y prend pas garde et préfère ses débats internes au détriment d'une discussion ouverte avec l'ensemble de la population québécoise. Ni le philosophe ni l'historien ne disposent d'une boule de cristal et il vaut mieux être prudent lorsqu'on s'avance à faire de telles prédictions. Toutefois, le discours nationaliste, qui a longtemps été l'apanage de la gauche, semble maintenant conduit par la droite conservatrice, ce qui ne veut absolument pas dire qu'il deviendra intrinsèquement de droite. Ne serait-ce que parce qu'il continuera d'être défendu par la gauche, le nationalisme risque de devenir moins le cœur que le véhicule des idées de la droite conservatrice, a fortiori s'il fait alliance avec la droite dite économique. Encore une fois, il ne s'agit que d'une simple intuition et je ne prétends pas ici faire autre chose que d'esquisser un cadre général pour comprendre ce à quoi nous assistons depuis quelque temps et ce qui risque de se produire au cours des prochaines années.

Reste à savoir quel pourrait être au juste le contenu de ce renouveau du conservatisme au Québec. À mon sens, son union avec la droite économique ferait de lui l'un des principaux obstacles aux mouvements sociaux. Cette opposition se fera sur la base d'un arsenal d'arguments renouvelé, où les idées économiques habituelles de la droite seront revisitées par les principes des conservateurs, ce qui encore une fois est déjà partiellement le cas, par exemple comme nous pouvons le voir dans les propos d'un

Lucien Bouchard où la croissance économique du Québec est présentée d'emblée comme un argument nationaliste, comme si une telle croissance allait nécessairement avantager tous les Québécois sans distinction. Nous assisterons à des oppositions de plus en plus fortes aux revendications des groupes sociaux, que ce soit du côté des syndicats ou des mouvements communautaires, mais aussi du côté des groupes de défense des droits des minorités, ou encore des groupes écologistes. Or, ces mouvements sociaux ont toujours eu au Québec un rôle essentiel. Il s'agit d'acteurs au centre de ce que nous pourrions nommer la vie citoyenne du Québec. Comme les syndicats, les mouvements communautaires ont toujours représenté non seulement la défense des plus défavorisés, mais ont joué un rôle de premier ordre lorsqu'il s'agissait de mieux définir des besoins qui étaient auparavant indéterminés tout en proposant des moyens efficaces pour résoudre ces problèmes. Pensons par exemple à l'assurance-maladie, qui n'aurait probablement jamais vu le jour sans le travail des forces progressistes au Québec. Aujourd'hui, des organisations comme le MQRP (Médecins Québécois pour le Régime Public), continuent de défendre l'accès aux soins de santé tout en proposant des pistes intéressantes pour éviter la détérioration du système public de santé. Or, c'est précisément à cet idéal égalitaire que s'attaqueront les conservateurs et leurs alliés de droite, en prétextant à la fois une juste interprétation du passé et ce que ce qui devrait être notre avenir.

Conservatisme et égalitarisme

On pourrait croire que la défense tous azimuts du secteur privé, au détriment des mesures sociales favorables au plus grand nombre, est du seul ressort de la droite économique. Mais là où le conservatisme joue un rôle important est précisément dans son opposition à ce qui lui semble être un égalitarisme radical et nuisible. Pour s'opposer à cet égalitarisme, encore faut-il remettre en question son importance historique. Lorsque la gauche répond à la droite en faisant référence à l'héritage de la Révolution tranquille, la droite lui répond qu'elle s'est trompée d'histoire, et qu'en réalité l'égalitarisme et les grands projets de justice sociale sont des parenthèses qui ont fini par détourner les Québécois de ce qu'ils sont en propres. La droite conservatrice s'oppose ainsi aux mouvements sociaux dans la mesure où ils furent et demeurent les fers de lance des réformes sociales les plus importantes, que ce soit au niveau de la santé, de l'éducation ou encore même de la vie politique. La véritable motivation de cette opposition aux volontés de réforme sociale tient peut-être en ce qu'elles accaparent le discours politique et le détourne de ce que la droite veut voir comme étant le nationalisme historique. Une telle opposition au progressisme ne surprend pas de la part des partisans du conservatisme, mais elle

a au Québec ceci de particulier que les progressistes sont accusés d'avoir dénaturé le projet nationaliste en en faisant essentiellement un mouvement social et politique, indépendant des valeurs et de l'histoire propre au Québec, dans la mesure où une telle chose existe. Sans se déclarer d'emblée hostile à tout programme inspiré de la gauche et des sociaux-démocrates, la droite conservatrice voit dans l'enracinement national la condition nécessaire à toute édification d'un projet politique, quel qu'il soit (Boily, p. 127).

Bref, la critique des conservateurs a été moins un appel à la gauche qu'une critique de cette dernière. Au lieu de vérifier si la gauche d'aujourd'hui au Québec est capable de renouer avec une certaine conception du nationalisme, celle héritée de la Révolution tranquille, mais surtout des grands mouvements sociaux des années 1960 et 1970, une tradition que nous pourrions rattacher par exemple à des figures importantes comme Gérard Godin, elle lui reproche sa mollesse à l'égard de la question nationale. Dès lors, c'est l'interprétation même de ce que signifie le nationalisme, et de ce qu'ont pu vouloir dire les luttes pour la souveraineté au Québec depuis de nombreuses années, qui est en cause.

La droite conservatrice nationaliste se cherche encore une niche politique au sein de la droite québécoise et il n'est pas certain qu'elle puisse former un véritable parti de sitôt, car ses deux frères ennemis, la droite libertarienne du Québec et la droite conservatrice canadienne, appartiennent à des traditions politiques et culturelles entièrement différentes, tant et si bien que s'ils partagent un même vocabulaire, ils ont et continueront d'avoir beaucoup de mal à se comprendre. La droite libertarienne sera un allié provisoire. La droite conservatrice canadienne pourrait être un allié stable, à la condition que celle-ci soit capable d'une réelle ouverture à l'égard des revendications du Québec.

Reste l'obstacle, s'il est permis de parler ainsi, de la gauche au Québec. Toute la question est de savoir de quelle manière seront abordées les revendications nationales québécoises au cours des prochaines années. Pour le moment, il semble que la droite se soit réapproprié un domaine qui semblait être la chasse gardée de la gauche. Qu'on s'en réjouisse ou non, il serait très étonnant que des dizaines d'années de discordes et de batailles en faveur de la souveraineté du Québec tombent dans l'oubli. Si la droite conservatrice se focalise sur la question nationale et si la gauche la met entre parenthèses, il y aura nécessairement un mouvement vers la droite de bon nombre de ceux qui au Québec voient la question nationale comme la préoccupation politique par excellence, celle qui l'emporte sur toutes les autres. La réponse de la gauche ne devrait pas nécessairement être de se réinvestir dans le nationalisme. Mais elle devra tenir compte du fait que la droite conservatrice saura reprendre à sa manière les revendications du Québec.

Soyons clairs, quitte à dire des évidences : le nationalisme n'est pas constitutif de la droite conservatrice et vice versa. La droite conservatrice ne saurait donc grandir et prendre de l'importance au Québec en tablant sur la seule question nationale. Elle peut toutefois la décliner sur plusieurs registres, par exemple en utilisant le nationalisme pour lutter contre le pluralisme culturel. La gauche au Québec commence à reconnaître qu'il y avait quelque chose d'étrange à rattacher la soi-disant « identité » du Québec et les « valeurs » québécoises aux principes de justice sociale, comme l'ont fait à plusieurs reprises des leaders politiques comme Gilles Duceppe. Or, et contrairement à l'image que bon nombre de Québécois voudraient avoir d'eux-mêmes, une telle association entre les soi-disant « valeurs » des Québécois et la justice sociale est loin d'aller de soi. Il n'y a pas d'identité forte entre les deux, mais il n'y a pas non plus de contradiction, comme l'a bien démontré mon collègue Michel Seymour dans ses travaux sur la reconnaissance et la revendication des droits collectifs⁴. Il reste que si la gauche s'est un temps emparé du slogan sur les valeurs et l'identité des Québécois, la droite québécoise risque elle aussi de vouloir s'autoproclamer championne des « valeurs » québécoises si elle entend poursuivre son flirt avec le nationalisme.

Pour le moment, je crois qu'il manque à la droite conservatrice au Québec un projet clair et cohérent, ce dont au contraire ont été capables les conservateurs de Stephen Harper. Mais ce discours est déjà en train de prendre forme – mais il a été largement contaminé par les démagogues comme on a pu le voir au moment de la crise des accommodements raisonnables et avec toute la polémique entourant le cours d'Éthique et culture religieuse. Il suffirait que la droite conservatrice fasse moins de place à la démagogie pour qu'elle devienne une menace sérieuse pour les progressistes du Québec.

Comme pour les conservateurs de l'Ouest, l'ennemi désigné est le relativisme moral. Le multiculturalisme est attaqué parce qu'il supposerait un régime de normes propres à chaque culture, ce qui empêcherait l'intégration, et donc par ce fait même la cohésion nationale et la cohésion historique du peuple québécois. L'apport du conservatisme à la droite est la reconnaissance des liens profonds qui unissent les individus au sein d'une même société, alors que la pensée de droite économique se méfie des groupes et lui préfère des structures sociales dont les individus sont les seuls acteurs. Les conservateurs peuvent modifier cette vision des choses à droite en montrant que le véritable problème n'est pas tant de penser en termes de groupes, mais de définir ce qui constitue un groupe pertinent. Pour les conservateurs nationalistes, le seul groupe qui soit vraiment pertinent est celui associé à la nation. La gauche est quant à elle souvent critiquée parce qu'elle défendrait les intérêts des groupes – par exemple, les ouvriers, les personnes défavorisées, les communautés cultu-

relles minoritaires, au détriment des individus. Elle accorderait une trop grande latitude au pouvoir d'action de l'État ce qui aurait pour effet de diminuer les libertés individuelles. Comme les conservateurs, la gauche refuse l'idée selon laquelle nos sociétés seraient composées d'atomes sans portes ni fenêtres, où chaque individu serait seul responsable de ses actes. Pour les conservateurs comme pour la droite, il existe des liens sociaux profonds entre les individus au point où nous pouvons leur associer une histoire commune. Mais alors que la gauche déduit de ces liens une obligation sociale de solidarité, où chacun défend autrui pour ce qu'il est en propre et non conditionnellement à son allégeance à une identité historique forte, la droite conservatrice voit au contraire dans cette identité une exigence indispensable à toute vision commune de l'avenir de la nation.

Si les luttes entre la gauche et la droite ont pour terrain la question nationale, ou plus précisément, si l'un des terrains de cette lutte est la question nationale, ce sont deux compréhensions complètement différentes de ce que signifie le lien social qui s'opposent. En ce moment, on entend régulièrement à droite que la lutte pour le pluralisme et la justice sociale sont contraires voire hostiles à l'idée même d'une union entre les citoyens en vue d'un projet commun. Rien n'est moins certain. Dans les deux cas, il existe bien une vision de ce que fut, ce qu'est et ce que peut devenir notre société. Si la justice sociale et le pluralisme consistent à garantir à toute personne une vie décente et autonome, cela ne pourrait se faire par la division et l'individualisme, ni non plus par le rejet de la culture et de la mémoire. Or, la droite conservatrice reproche précisément à la gauche son soi-disant déni de la réalité historique du Québec, ce qui conduirait cette dernière dans une impasse. Il est faux de prétendre qu'en réalité la seule option qui se présente à nous à l'heure actuelle au Québec est soit le rejet de l'histoire et de l'identité québécoise, soit le retour à une matrice historique dont la droite conservatrice serait la seule gardienne⁵. Le défi de la gauche québécoise, et elle est tout à fait capable d'une telle tâche – est de se porter à la défense des droits collectifs et de maintenir ses engagements à l'égard de la justice sociale et du pluralisme sans pour autant nier la spécificité historique et culturelle du Québec. Chose certaine, le discours nationaliste au Québec a toutes les chances de se modifier profondément au cours des prochaines années, car la droite conservatrice attend depuis trop longtemps son heure au Québec pour ne pas revenir au premier plan.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. *Contre Harper. Bref traité philosophique sur la révolution conservatrice*, Montréal, Boréal, 2010.
2. Frédéric Boily, *Le conservatisme au Québec. Retour sur une tradition oubliée*, Ste-Foy, Presses de l'Université Laval, 2010.

3. Sur les distinctions complexes opposant gauche et droite, voir Alain Noël et Jean-Philippe Thérien, *La gauche et la droite. Un débat sans frontières*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2010.
4. Michel Seymour, *De la tolérance à la reconnaissance. Une théorie libérale des droits collectifs*, Boréal, Montréal, 2008.
5. Je remercie mon collègue Michel Seymour pour ses commentaires sur la première ébauche de ce texte.